

342.0 - ZIS/ES

original: nf

kopien : brc ke vdf wok wer ho ljt zo dy ay k
nba(((
bernedá ámbelgrao amvienneo
.amzagreb

note du serv. des teleg.:

Zagreb, 2.7.1993

11.45

suite a panne technique, ce message
nous est parvenu aujourd'hui par
courrier. avec nos excuses.
f. conus 14.7.93

ZBRN0050

HHHHH

Pour DFAE, DOI
 DFAE, Div. pol. I
 DFAE, Secrétariat politique
 DFAE, Coordinateur en matière de politique
 internationale des réfugiés

Ambassade Belgrade
 Ambassade Vienne, Col Rüegger *Z/oux*

an	7/14	RTP	LEL	CRC	KRC	Ngr	ala
14	7						
14	7						
EDA-DIO		14. JULI 1993					
Ref.		0.713-81					

Entretien avec MA Granic (G) le 1.7.1993

A la recommandation de M. Skrabalo, ancien ministre et
 actuel ambassadeur en Suisse, j'ai été reçu par G. pendant
 45 minutes.

J'ai tout d'abord saisi l'occasion d'annoncer la nomination
 d'un nouvel ambassadeur de Suisse en Croatie en la personne
 de M. Petar Troendle. Cela a permis une fois pour toute
 d'éliminer les rumeurs que la Suisse ne voulait plus avoir
 un ambassadeur en Croatie pour des raisons politiques.

G. a, à ma demande, commenté le prolongement du mandat de la
 Forpronu pour trois mois. Il s'est montré très satisfait du
 résultat qu'il considère comme un compromis tenant compte
 des demandes croates. Surtout le fait qu'après un mois une
 révision du mandat est prévue est considéré comme un succès
 des demandes croates et en particulier la lettre du
 Président Tudjman au Secrétaire général. G. a une fois de
 plus souligné que la Croatie n'accepterait plus pour
 longtemps que le mandat ne soit pas appliqué et il serait
 inacceptable que plus d'un quart du territoire croate soit
 occupé par des rebelles serbes. Même si les forces de l'ONU
 partaient la Croatie n'utiliserait pas la force et
 continuerait les négociations initiées avec les Serbes. G.
 m'a donné l'impression qu'une certaine entente entre Zagreb
 et Belgrade existe en vue de trouver une solution dans les
 UNPA's dans les mois à venir. Il insiste qu'il faut de la
 patience et surtout qu'il faut rester à la table des
 négociations si ce n'était que pour améliorer la vie
 quotidienne afin de redonner confiance à la population. En



ce qui concerne la volonté de Belgrade d'accepter les frontières croates, reconnues par la communauté internationale, G. reste assez pessimiste pour l'instant.

G. est conscient que la guerre en Bosnie-Herzégovine influence non seulement la politique interne de la Croatie (sentiments antimusulmans croissants, situation économique dégradante, bataille pour le pouvoir à l'intérieur du parti gouvernemental) mais aussi et surtout l'image que la Croatie donne à l'étranger. C'est pourquoi G. insiste que c'est dans l'intérêt de la Croatie de finir avec cette guerre aussi tôt que possible. Les dernières propositions lui semblent une bonne base pour y parvenir.

Si G. souligne à plusieurs reprises que les droits de l'homme doivent à tout pris être respectés, il est beaucoup plus crédible que d'autres, étant donné que c'était lui l'architecte et le responsable de la politique croate des réfugiés qui peut toujours, même après certains dérapages dernièrement, être considérée comme exemplaire. S'il réussit, comme il le prétend, d'avoir le soutien du gouvernement en ce qui concerne sa politique humanitaire en employant les standards d'un état de droit européen, reste à voir. Sa déclaration publique et au Parlement que la politique de porte ouverte pour tous ce qui en ont besoin continuera et qu'il ne tolérera aucune discrimination envers les minorités n'était pas évidente suite aux événements en Bosnie centrale.

G. est un homme sans passé politique dans l'ancien régime. Professeur de médecine, il était toujours actif dans l'église catholique et représente avec le chef de l'état major du Président, M. Radic, l'aile démocrate-chrétienne du parti au pouvoir. Ils seraient bien G. et Radic qui décident qui M. Tudjman reçoit et rencontre.

Ziswiler